Engagement contre les inégalités sociales de santé : partenariat entre la Fédération Française des Diabétiques et la Fédération Française des Banques Alimentaires

Les personnes précaires sont particulièrement exposées aux difficultés à adopter une alimentation saine et équilibrée, renforçant les inégalités de santé et augmentant le risque de développer une maladie chronique. Selon Santé Publique France, la prévalence du diabète était deux fois plus élevée parmi les personnes de moins de 60 ans bénéficiant de la CMU-C* par rapport à ceux qui n'en bénéficient pas.[1] La Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques renforce ce constat en soulignant que le risque de développer un diabète de type 2 est 2,8 fois plus élevé chez les 10 % des français les plus modestes.[2]

Les choix alimentaires ne sont pas simplement une question de préférences individuelles, mais dépendent des contextes sociaux, culturels, et économiques. Les personnes à faibles revenus rencontrent des obstacles spécifiques pour changer leur régime alimentaire, soulignant l'urgence de trouver des solutions.

C'est dans ce contexte que la Fédération Française des Diabétiques et la Fédération Française des Banques Alimentaires s’engagent ensemble pour lutter contre le diabète et les inégalités sociales de santé en France.

Unir ses forces pour changer la donne

Avec ce partenariat, les deux entités s’engagent ensemble pour informer, sensibiliser et orienter les publics les plus à risque de développer un diabète de type 2, mais également pour accompagner les personnes vulnérables touchées par cette maladie. Les objectifs incluent la prévention du diabète de type 2, la réduction des risques de complications, le repérage des personnes à risque, et la mise en place de protocoles de soins adaptés.

Des actions d’information, de prévention et d’orientation pour les personnes accueillies à l’aide alimentaire, ainsi que pour les bénévoles et les salariés qui les accompagnent seront déployées. Dans certains cas, des ateliers cuisine pour équilibrer les repas avec les denrées distribuées ainsi que des séances de sensibilisation pour mieux connaître le diabète et ses facteurs de risque pourront être organisées conjointement par les délégations locales de ces deux Fédérations.

L’alimentation, un combat de tous les instants

En complément de ces actions de proximité, la Fédération Française des Diabétiques porte un plaidoyer fort avec plusieurs revendications pour permettre à tous de bénéficier d’une alimentation saine et durable.

Parmi celles-ci, on retrouve la régulation du secteur agroalimentaire, avec des mesures concrètes pour encadrer le marketing et la publicité, en particulier envers les enfants et les adolescents. Elle appelle également à renforcer l'éducation à la santé dès le plus jeune âge, à intensifier les mesures de prévention de la précarité alimentaire, et à mettre en œuvre des politiques de prévention interministérielles avec des budgets dédiés.

La Fédération exhorte à la sortie de la Stratégie Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition (SNANC) avec un contenu ambitieux prenant en compte les demandes de la société civile, notamment la généralisation du Nutri-Score, la régulation du marketing agroalimentaire, la végétalisation de l'alimentation, et la promotion des circuits courts et du bio.

Enfin, elle plaide pour la mise en place d'un plan de dépistage massif du diabète de type 2 pour tous les Français de 45/50 ans, conformément aux recommandations de l’Assurance maladie.

1. Santé publique France. Journée Mondiale du Diabète 2017. BEH n°27-28, 2017.
2. Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques. Les maladies chroniques touchent plus souvent les personnes modestes et réduisent davantage leur espérance de vie. 2022.
*Couverture Maladie Universelle Complémentaire devenu dorénavant la Complémentaire Santé Solidaire.